Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 NOVEMBRE 1848.

Délimitation entre les communes de Reckheim et d'Uyckhoven, dans la province de Limbourg.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Une contestation s'est élevée entre les communes de Reckheim et d'Uyckhoven, province de Limbourg, au sujet de leur limite séparative.

Afin de faciliter les opérations cadastrales effectuées en 1826, les autorités de ces deux communes convinrent de prendre pour limite entre leurs territoires respectifs, l'axe du canal de Maestricht à Bois-le-Duc.

Cette convention donna lieu à un échange de territoire.

Le territoire cédé à la commune d'Uyckhoven, inhabité à l'époque de la cession, se trouve actuellement occupé par trois maisons. Les habitants de ces maisons ayant été compris dans l'imposition d'une taxe établie à Uyckhoven, prétendent, afin de se soustraire à cette charge, qu'ils font partie de la commune de Reckheim. L'administration de cette dernière localité ayant prêté son appui à cette prétention, il en est résulté un conflit entre les deux communes.

Le conseil communal de Reckheim conteste la validité de la convention de 1826, par le motif que cet acte n'a pas été soumis à l'approbation de l'autorité supérieure, et il soutient que l'axe du canal susmentionné doit former la limite entre les deux localités, quant aux parties non habitées, mais que les trois maisons dont il s'agit, avec le terrain y attenant, doivent continuer à faire partie de son territoire.

De son côté, la commune d'Uyckhoven prétend que la convention n'était pas soumise à l'approbation de l'autorité supérieure, parce que, conclue en exécution de l'arrêté royal du 21 décembre 1825, elle tire de cet arrêté une sanction suffisante.

Le dissentiment de ces communes provient de ce qu'elles n'apprécient pas bien le but et la portée de l'arrêté royal précité. Les arrangements que les communes étaient autorisées à conclure, en vertu de cet arrêté, ne devaient s'effectuer qu'en vue des opérations cadastrales, et ils ne pouvaient, dès lors, produire

d'autre effet que ces opérations mêmes, c'est-à-dire servir pour la perception de l'impôt foncier, et, à cette fin, les arrangements dont il s'agit n'avaient pas besoin d'être ratifiés par un arrêté royal.

Mais il en était autrement quand les administrations communales entendaient modifier, par ces arrangements, la circonscription territoriale de leur commune respective. Dans ce cas, l'intervention royale était nécessaire, aux termes de l'art. 1^{er} du règlement pour le plat pays.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait tenir compte des prétentions de la commune de Reckheim, prétentions d'ailleurs faiblement motivées.

L'instruction que cette affaire a subie a fait reconnaître qu'il convient d'adopter, pour délimitation des deux communes susmentionnées, l'axe du canal de Maestricht à Bois-le-Duc, qui est d'ailleurs une limite naturelle.

Le conseil provincial du Limbourg, dans sa séance du 20 juillet 1848, a émis un avis favorable à cette mesure.

Afin de mettre un terme au dissentiment dont il s'agit, le Roi m'a chargé de présenter à la Chambre le projet de loi ci-joint, qui est fondé sur les considérations qui précèdent, et qui a pour objet de fixer la limite séparative entre les communes de Reckheim et d'Uyckhoven.

Le Ministre de l'Intérieur,

CH. ROGIER.

PROJET DE LOI.

Léopold, Roi des Belges,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, à la Chambre des Représentants, par Notre Ministre de l'Intérieur.

ARTICLE UNIQUE.

La limite séparative entre les communes de Reckheim et d'Uyckhoven, province de Limbourg, est déterminée par l'axe du canal de Maestricht à Bois-le-Duc, conformément à la ligne rouge tracée sur le plan annexé à la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 21 novembre 1848.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

CH. ROGIER.